

DÉPARTEMENT DU VAR  
Arrondissement de  
BRIGNOLES



**ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT**  
**N°ARR-PM-CIR-N°2025-009**  
**Portant dérogation de tonnage**  
**(PTAC au plus de 19 tonnes)**  
**COURS ALEXANDRE GARIEL**

**Mairie de Régusse**

**83630**

**Téléphone : 04 94 70 16 23**

Le Maire de Régusse,

**VU** La loi du 04 mars 1984 relative aux droits et liberté des collectivités locales modifiées,  
**VU** les articles L 2211-1, L 2212-1, L2212-2, L 2213-1, L 2213-2, et L 2213-6 du code général des collectivités Territoriales,  
**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 225, R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-27, R 417-10 et L 411-1.  
**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 à L 2125-6, R 2122-1 à R 2122-8,  
**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;  
**VU** le code de la sécurité intérieur et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1 ;  
**VU** le code de la voirie routière et notamment des articles L113-1 et R 116-2 ;  
**VU** le code pénal, notamment son article R. 610-5,  
**VU** la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relatif à l'exploitation sous chantier et l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;  
**VU** l'arrêté municipal, portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire communal ;  
**Considérant** la demande en date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par laquelle la société PRIMAGAZ monsieur Pierre Stecy SALLA NGUIE, Innovalia – Bât A 46-48 chemin de la Bruyère – 69570 DARDILLY ([PSALLANGUIE@primagaz.fr](mailto:PSALLANGUIE@primagaz.fr)), sollicite le droit de circulation pour des camions de 19 tonnes au magasin PROXI 18 cours Alexandre Gariel à Régusse ;  
**Considérant** qu'il y a lieu de préserver la tranquillité publique ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup> : DEROGATION**

**La société PRIMAGAZ est autorisée à emprunter les voies de la Commune de Régusse aux moyens de véhicules, dont le PTAC est de 19 tonnes.**

**COURS ALEXANDRE GARIEL N°18**

**Article 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION**

**Cette autorisation est consentie du 13 février 2025 au 31 décembre 2025**

**Il est maintenu interdit le passage de tous véhicules sur les édifices dont le PTAC est supérieur au tonnage.**

**Article 3 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

La société PRIMAGAZ sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de ses passages.

La bénéficiaire de cette autorisation doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**Article 4 : AGENTS D'APPLICATIONS**

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

**Article 5 : POURSUITES**

Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et réglementation en vigueur.

**Article 6 : PUBLICATION**

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 7 : RECOURS**

Le présent arrêté sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Var ;

-soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon (le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique <Télérecours citoyens> accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**Article 8 : AMPLIATION**

Ampliation est faite à :

Mme la Directrice Générale des Services de la commune,

Mr le commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aups,

Mme la Responsable de la Police Municipale,

Mr le commandant de corps des sapeurs-Pompiers de Aups

Sont chargés chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à Régusse le 13 février 2025

**Le Maire, Renée JEANNERET**

